

# LA CRISE DE L'ÉDUCATION AUX ÉTATS-UNIS : POUR UNE RESTRUCTURATION COMPLÈTE DES ÉCOLES PUBLIQUES

*Nelly Rome*

**D**epuis plus de six ans, la dégradation de l'enseignement public et le bas niveau scolaire des élève à la fin du cycle primaire et secondaire ont été dénoncés (cf. "A nation at risk : the imperative for educational reform" 1983) ; pratiquement tous les états ont tenté des remèdes et néanmoins le système est au bord du désastre.

Les faibles résultats de tant d'efforts sur le degré d'instruction des élèves suscitent des explications classiques : la force de résistance au changement des syndicats d'enseignants, la tendance à une dilution des réformes qui deviennent méconnaissables au fur et à mesure de leur application. Pourtant des études montrent que ce mouvement récent de réforme a été bien soutenu par les écoles. On peut également objecter qu'une entreprise d'une telle ampleur touchant 2,3 millions de professeurs et une masse d'élèves ne peut se juger qu'à long terme : mais les tests

**Innovations et recherches à l'étranger**

*Perspectives documentaires en éducation, n° 21, 1990*

standardisés démontrent qu'aucun signe de redressement n'apparaît au niveau des performances académiques.

Pour A. Shanker cette persistance de la crise éducative montre que le modèle traditionnel d'éducation américaine a atteint ses limites. Étant donnée la situation économique, sociale, éducative et démographique, ce système ne parvient plus à l'efficacité ni à l'équité. D'ailleurs de nombreuses voix s'élèvent en faveur d'une restructuration mais peu d'effet en résulte. L'accoutumance aux écoles traditionnelles, la reproduction par les professeurs de ce qu'ils ont eux-mêmes expérimenté en tant qu'élèves freinent l'imagination novatrice. Beaucoup pensent, en s'appuyant sur les exemples japonais, européens, que l'on peut résoudre les problèmes en réactualisant le modèle existant qui permet tout de même à une partie de la population d'atteindre un niveau de compétence élevé, puis de remplir les attentes du monde du travail. Certaines écoles expérimentent déjà un fonctionnement radicalement différent du modèle traditionnel. Mais cette capacité de changement doit être institutionnalisée afin que les éducateurs ordinaires, et non seulement les pionniers, diffusent la réforme et A. Shanker regrette que la nature trop bureaucratique du système éducatif américain y soit un obstacle (La ville de New-York possède une administration scolaire numériquement égale à celle de toute la France). Et il compare ce système à l'économie planifiée dont on constate l'échec aujourd'hui dans les pays de l'Est.

## L'étendue du problème

Pour justifier une révolution dans la conception de l'école, il faut dévoiler l'état exact de la situation : beaucoup de parents pensent que cette crise concerne d'autres écoles, d'autres enfants que les leurs ; beaucoup d'enseignants attribuent les dysfonctionnements à un manque de communication, à une augmentation du nombre d'élèves inadaptés, délinquants. Les données quantitatives contredisent cette marginalisation des problèmes : une évaluation nationale du progrès éducatif ("Crossroads in American education", 1988) étendue sur 20 années, en lecture, mathématiques, sciences, montre que le problème touche l'ensemble des élèves : les catégories les moins performantes - minorités noires et hispaniques - ont au contraire progressé et tous possèdent les rudiments de lecture et de calcul. Mais les résultats aux tests de communication écrite et de résolution de problèmes de mathématiques avec plusieurs étapes sont, chez les lycéens de 17 ans non défavorisés, alarmants

(compte tenu que le quart inférieur de la population scolaire a, à cet âge, abandonné). Quant à la compréhension des messages, seulement 5 % des élèves de 17 ans sont capables d'appréhender un court texte journalistique évoquant des faits de société, d'une difficulté modérée. La comparaison globale avec les résultats des élèves d'autres pays industrialisés (Grande-Bretagne, France, R.F.A.), bien que les évaluations ne soient pas techniquement comparables terme à terme, révèle une infériorité du niveau scolaire américain. Le nombre des lycéens entrant dans l'enseignement supérieur est plus grand aux U.S.A. (55 %) mais le niveau de compétence exigée à l'entrée de la majorité des "colleges" américains est plus bas.

## Arguments pour une restructuration, contre un "replâtrage".

La stratégie courante a été de multiplier les amendements issus des pouvoirs administratifs centraux, de renforcer la sélection, le perfectionnement et le salaire des enseignants et la sélection des étudiants, comme si le système traditionnel demeurait le seul recours. L'Histoire montre que le succès de ce système reposait notamment sur trois conditions : la cohésion des familles et des structures sociales, l'accès d'une minorité privilégiée à un enseignement de haut niveau, la sélection de professeurs très qualifiés, sans revendications de promotion. L'évolution sociologique et économique de la nation a bouleversé cet équilibre. Seule la dernière condition - l'embauche d'un personnel adéquat en nombre et en qualité - peut dépendre de l'administration scolaire. D'après les prévisions démographiques il faudrait attirer 23 % des étudiants diplômés vers l'enseignement ou plutôt 46 % de ceux de la moitié supérieure de ces diplômés alors que seulement 8,8 % déclarent se préparer à une carrière enseignante en 1988. Actuellement, même avec des exigences de niveau très basses, certaines écoles ne parviennent pas à pourvoir les postes spécifiques (en mathématiques, sciences...) et usent d'expédients. La solution d'une augmentation substantielle des salaires, compte tenu du grand nombre (encore insuffisant) d'enseignants, est irréalisable financièrement, de même qu'une réduction de la charge de travail des professeurs (en réduisant par exemple la taille des classes), qui exigerait un accroissement proportionnel du personnel enseignant.

Pour répondre aux besoins éducatifs de la prochaine décennie, il faudra restructurer totalement le modèle scolaire traditionnel en rentabilisant mieux les ressources humaines. Il faudra tenir compte des

constatations émises tant par les chercheurs que par les enseignants, sur la variabilité des rythmes d'apprentissage et des domaines de compétence tant à l'école qu'en dehors de l'école, des enfants. Il faudra considérer l'élève, non comme un matériau brut qui doit être modelé, mais comme un apprenant actif qui "s'éduque" lui-même. Or l'institution actuelle semble au collégien souvent opprimante et inadaptée à ses besoins futurs dans la société adulte. Le succès - relatif car il ne concerne qu'une partie des écoles - du modèle traditionnel à l'étranger ne peut pas être transposé aux Etats-Unis où le système des filières, permettant d'enseigner à des groupes d'élèves homogènes - donc plus efficacement - n'existe pas, où les programmes et les manuels sont libres, où la bureaucratie est très lourde, où la sélection des étudiants (donc des futurs professeurs) se fait à un niveau globalement plus bas.

Un certain nombre d'écoles américaines ont déjà opéré avec l'aide de la communauté environnante des transformations révolutionnaires mais la difficulté est de consolider, de stabiliser puis de diffuser de telles réformes (un changement de directeur, de personnel enseignant peut annihiler plusieurs années d'efforts).

## **Les mécanismes de régénération du système éducatif**

L'actualité historique démontre que les travailleurs ont besoin d'incitations économiques pour se mobiliser et que le système de libre concurrence rend les individus plus innovateurs et entreprenants. Il faudrait de la même façon motiver les collégiens : on pourrait par exemple organiser des contrats de partenariat à long terme entre des entreprises et des écoles afin que les élèves les plus accomplis soient embauchés en priorité tandis que les écoles s'engageraient à fournir sans délai à l'employeur un dossier d'information adéquat sur les élèves candidats. Un tel système encouragerait les élèves qui ne se destinent pas à l'université, à travailler assidûment au collège, et les écoles à s'intéresser davantage à cette catégorie d'élèves. Une plus grande exigence des établissements universitaires quant aux connaissances indispensables pour entamer de vraies études supérieures restaurerait également le prestige de l'enseignement secondaire et motiverait les candidats étudiants.

Critiquant la façon dont le plan du président Bush d'une allocation de 500 millions de dollars par an aux écoles les plus méritoires fut dévoyé,

l'auteur propose un système de compétition à long terme des écoles, à l'échelon national, qui aboutirait après 5 ans à la récompense financière des 10 % d'écoles ayant accompli le plus d'améliorations - les sommes étant réparties entre les membres du personnel enseignant. Ce plan supposerait une grande liberté des écoles dans l'organisation du travail, leur responsabilité complète dans la gestion des budgets et en conséquence la diminution de la bureaucratie des services centraux. Un tel plan nécessite une élaboration soigneuse des méthodes d'évaluation qui mesurent non le niveau intrinsèque de l'école, mais le degré d'amélioration et qui soient beaucoup plus affinées que les classiques tests à choix multiple. Il présente l'avantage de souder le personnel enseignant en une équipe tendant vers un même but, partageant ses expériences et ses problèmes, prenant des responsabilités financières (investir dans la technologie, embaucher des assistants, proposer des indemnités pour l'enseignement des disciplines où la pénurie de professeurs est forte etc...). De même que dans le domaine des affaires, les écoles les plus mauvaises pourraient être fermées, puis reprises en main par des équipes d'éducateurs performants. Les professeurs des écoles en échec retourneraient sur le marché de l'emploi.

L'auteur justifie ces transformations radicales par l'état d'urgence dans lequel se trouve l'éducation publique américaine et reconnaît que des critiques, des modifications peuvent être apportées à sa proposition. Il met en relief la nécessité impérative pour le système d'enseignement d'appliquer les principes qui rendent les autres institutions américaines capables de se rénover en fonction des changements lucidement observés dans l'environnement. Le développement de cette capacité de régénération du système d'enseignement public ne se fera pas sans peine, mais il apparaît comme la seule alternative à son démantèlement par des forces de pression extérieures : actuellement de nombreux amendements décidés par les Etats privent les autorités locales de l'éducation, ou les enseignants, de leur autonomie, accordent aux parents des "avoirs" pour choisir leurs écoles, déséquilibrant la carte scolaire, certaines universités privées ont obtenu le contrôle total de la gestion de services scolaires publics, un groupe d'entreprises a ouvert à Chicago une école privée gratuite en zone défavorisée ; le risque que des pouvoirs privés prennent le contrôle de l'éducation en fonction de leurs intérêts à court terme, est grand.

- d'après Albert Shanker : "The end of the traditional model of schooling - and a proposal for using incentives to restructure our public schools", *Phi Delta Kappan*, vol. 71, n° 5, janv. 1990, pp. 344-357, bibliogr.

